

*Initiatives ministérielles*

Eh bien, c'est précisément ce qu'on dit: C'est inacceptable et il faut faire toute la lumière sur cela. Mais il faut avoir les moyens de faire la lumière, avoir les moyens de forcer les gens à témoigner, déposer les documents et voir clair dans ce que vous, gens d'en face, voulez bien conserver dans le clair-obscur.

• (1720)

**Le président suppléant (M. Kilger):** Je me permets simplement d'ajouter un commentaire, c'est qu'à titre de président suppléant, je me dois et je me fais l'honneur et le plaisir de protéger d'abord les intérêts et les privilèges de ceux et celles qui ont leur place ici, à la Chambre.

Lorsqu'ils sont à l'extérieur, je comprends très bien qu'ils sont plus vulnérables. Mais, que ce soit en votre présence ou en votre absence, je me dois de maintenir ces respects, ces traditions à la Chambre.

Alors, maintenant, pour la suite du débat, l'honorable député de Gaspé a la parole.

**M. Yvan Bernier (Gaspé):** Monsieur le président, excusez mon étonnement. Je ne pensais pas que j'aurais eu à parler aussi tôt dans cette Chambre relativement à ce sujet.

Mais, ça ne fait rien, je pense qu'il y a assez de matière à dire concernant cet exercice que je qualifierais de «dépêchons-nous à sortir le sapin, les Fêtes sont finies». C'est un peu comme ça que je pourrais qualifier l'attitude de la motion des gens d'en face.

Si j'ai bien compris mes confrères et ce que les gens d'en face n'ont pas compris, ce que nous reprochons principalement au projet de loi en question, c'est que son principe ne nous permet pas d'entrevoir l'action des lobbyistes impliqués dans cette cause.

Pour nous, si on veut éviter que les erreurs se répètent dans l'avenir, je crois qu'il est important que nous puissions réviser ce genre de choses. Il ne s'agit pas de menu fretin. Il ne s'agit pas de petites sommes d'argent. Il s'agit de grosses sommes d'argent et il s'agit en plus de l'avenir du transport du Canada, qui était en cause dans cette chose-là et on essaie de nous faire oublier, du revers de la main, comme ça, ce qui s'est passé.

Ce qui est d'autant plus surprenant, et c'est pourquoi, je pense, que mes confrères sont tous d'accord là-dessus, ce n'est qu'à l'aurore du scrutin électoral, soit dans la dernière semaine, qu'on a vu l'empressement du nouveau premier ministre à vouloir annoncer qu'on arrêterait ce «bargain»-là.

Nous apprenons, maintenant que nous sommes députés, que nous n'aurons pas un mot à dire et que nous ne saurons pas ce qui s'est passé là-dedans. C'est ce qu'on appelle aussi en français donner un chèque en blanc. Je dois avouer que j'ai beaucoup de difficultés à vivre avec ce phénomène-là.

Quoi penser de toutes ces choses qu'on nous cache? Et les choses qu'on nous cache en ce sens-là sont aussi révélatrices, peut-être, de la façon dont les partis politiques sont financés. On parle de lobbyistes dans cette chose-là. Nous, du Bloc québécois, avons des règles très propres au niveau du financement du parti, et ça, c'est un cadeau que M. René Lévesque nous a donné.

On doit déclarer qui nous donne l'argent et les montants sont limités à un maximum de 5 000 \$. Ça, monsieur le président,

c'est un bel exercice de transparence. Vous pouvez lire qui nous donne de l'argent et pouvez comprendre maintenant, pour qui je travaille. Pour des gens qui ont collaboré avec des 5, 10 et 100 \$. Les 1 000 \$, ils sont très rares dans notre comté, et c'est ce qui m'amène aussi à parler d'un autre phénomène: le sous-développement des régions.

Les régions éloignées comme la mienne ne bénéficient pas de montants d'argent ou d'attraits nous permettant de nous payer des lobbyistes, très articulés, j'en conviens. On a vu qu'ils sont capables d'accomplir de grandes choses, mais nous n'avons pas de chances égales dans cette chose-là. Il y a une chose au moins, et j'y reviendrai au niveau du sous-développement de nos régions, que la population a comprise.

La population a le droit de savoir. Avec les maigres moyens financiers que le Bloc québécois avait pour faire face à la dernière campagne électorale, avec les 5 et 10 \$ comme j'ai mentionné, on a réussi à faire élire près des deux tiers des députés au Québec: 54 sur 75, avec des petits montants d'argent.

• (1725)

Je n'ai personnellement atteint que trois cinquièmes du budget qui m'était alloué par le président des Élections et, avec cela, j'ai été capable de faire face à deux grandes machines. Je le concède, ce sont deux grands partis, deux vieux partis, mais avec mes maigres moyens, j'ai réussi à me faire élire. Pourquoi? Parce qu'en parlant avec les gens, en s'articulant, je ne les ai pas achetés avec de gros montants d'argent, je n'ai pas pu me payer de la publicité, pas une page de publicité seulement a été payée dans les journaux, mais en jasant avec les gens, en répondant aux questions des journalistes, on a pu faire l'éducation de la population. Et les gens ont compris le message.

La chance qui est donnée maintenant au gouvernement libéral c'est de faire exactement ce que la population attend d'eux autres, c'est-à-dire les instruire sur ce qui leur pend au bout du nez. Il faut leur faire connaître ce qui s'est passé dans cette histoire-là. Il faut leur faire connaître pourquoi cela ne doit pas se reproduire à l'avenir. C'est très important.

J'aimerais aussi souligner le point au niveau du sous-développement des régions. Si le régime libéral que nous avons maintenant ne nous permet pas de voir comment on pourrait contraindre le régime des lobbyistes, comment on pourrait s'assurer qu'à l'avenir ce régime-là, le régime des lobbyistes, ne continuera pas à influencer, d'une façon que je qualifierais de négative, les politiques de développement et les politiques économiques du Canada, comment pourrait-on mettre à profit le travail des lobbyistes? C'est une belle question puisque dans le livre rouge et lors de la campagne électorale on parlait de *jobs, jobs, jobs*. Mais quand est-ce qu'on pourra avoir des gens qui seront capables de nous aider à soutirer de l'argent du gouvernement pour remettre les gens des régions éloignées au travail?

Je sais que je m'éloigne, mais je vais revenir au dossier Pearson, je voudrais citer que dans mon comté, avec 27 p. 100 de chômage et 42 p. 100 de taux d'activité, comment je vais faire pour répondre aux gens de ma population que j'ai donné un chèque en blanc au gouvernement pour passer sous silence les millions et le jeu néfaste qu'on s'appropriait à faire au niveau du